

Quelle sortie de la servitude monétaire pour l'Afrique ?

Clément Chabanne

« Annulation de la dette des pays africain », « fin du franc CFA »... Les annonces fracassantes se succèdent mais elles n'ont pas pour but de mettre fin à la domination des multinationales, des marchés financiers et des puissances impérialistes sur les peuples du continent. Raison de plus pour lancer des batailles concrètes pour une autre utilisation de l'argent, en Afrique comme en Europe et dans le monde entier.

Le continent africain est très certainement l'une des régions du monde les moins bien équipées pour faire face à la crise sanitaire. Nous devons dès maintenant porter une voix de solidarité internationale, d'abord parce qu'elle est nécessaire entre tous les pays, ensuite parce que la France porte une responsabilité particulière envers un certain nombre de pays africains qu'elle a tenu, et tient encore de multiples façons sous le joug colonial ou néo-colonial. Le rôle des communistes français aux côtés des peuples africains est donc majeur.

Si l'initiative politique doit venir des peuples africains eux-mêmes, nous avons en France une position qui nous permet d'être force de propositions émancipatrices et moteur dans la lutte pour les obtenir. Une bonne partie des problèmes africains relève d'une manière ou d'une autre de la domination impérialiste.

Cet article a souvent le défaut de prendre encore une fois l'Afrique comme un bloc. Il s'agit d'une volonté de traiter des problèmes communs au continent, et pas de minorer ou d'oublier les différences entre pays et régions.

L'annulation de la dette

L'épidémie peut frapper très durement un continent où les capacités médicales et le développement des services sont en général réduits, malgré des différences nationales qu'il ne faut pas minorer. Dans la situation actuelle, en moyenne 13 % des budgets gouvernementaux passent dans le service de la dette. A l'échelle du continent, le problème de la dette, et des intérêts et critères associés à l'endettement n'est pas négligeable. En situation de crise,

l'annulation de la dette est une nécessité absolue, qui permettra de reprendre un peu de marge de manœuvre budgétaire. Le montant de la dette est aussi un problème structurel pour de nombreux pays du continent considérés comme surendettés. Il est donc important de défendre une annulation pure et simple de la dette. Les débats en cours à la Banque Mondiale, au FMI et au Club de Paris s'orientent vers des moratoires, des suspensions, sur examen des situations spécifiques des pays les plus endettés. La revendication d'une annulation pure et simple en urgence paraît donc nécessaire face à des créanciers qui, malgré l'urgence de la situation, ne sont pas déterminés à laisser tomber leurs exigences sans qu'on les y contraigne.

Cette annulation pure et simple peut être obtenue. La dette publique africaine se chiffre à quelques centaines de milliards de dollars (350 environ), c'est une goutte d'eau par rapport aux montants habituels de la finance. Pour rappel : la BCE a débloqué en janvier 750 milliards d'euros supplémentaires en rachat de titres de dette sur les marchés financiers européens. L'annulation de la dette africaine est possible.

Cette annulation peut grossièrement être divisée en trois tiers. Elle concerne pour un tiers le gouvernement chinois qui s'est dit disposé à négocier et a d'ailleurs déjà annulé des montants importants de dettes africaines (cf. annonces de Xi Jinping au sommet sino-africain en 2018 par exemple). Un autre tiers correspond à la dette détenue par les gouvernements du Nord (les yankees plus l'UE et quelques autres), qui se sont affichés relativement favorables à l'idée en public, mais dont les positions dans les négociations actuelles montrent qu'ils aimeraient se contenter d'un rééchelonnement ou d'une renégociation (suspension pour un an du service de la dette, etc).

“ L’impérialisme et les forces extérieures qui enfonce l’Afrique dans le sous-développement ont un objectif. Celui de la rentabilité du capital des grands groupes. Les dominations, y compris via l’appareil étatique, se font essentiellement à cette fin. ”

Enfin, le dernier tiers est détenu par des investisseurs privés. La Banque Mondiale vient de lancer l’idée d’un moratoire – suspension d’un an du service de la dette – pour un montant estimé à 8 milliards de dollars pour ces investisseurs privés. Il faudra les mettre à contribution bien plus durement. Sans annulation de la dette, ces grands investisseurs privés pourraient avoir *via* leurs titres de dette conservés des moyens de pression énormes sur des États encore plus affaiblis. Les grands groupes privés devraient avoir également d’autres responsabilités dans la gestion de cette crise, nous y revenons ci-après.

Pour un plan d’aide, de prêts et d’investissement massif

Nous touchons là un point qui dépasse la conjoncture et la crise sanitaire. Les pays africains ont un besoin énorme de prêts et d’avances de fonds. Dans l’immédiat, ces prêts doivent être orientés vers l’achat de matériel médical, de médicaments, de vaccins quand ils existeront, les frais divers des services publics qui prennent en charge les malades, y compris les salaires ! Plus structurellement, le continent entier a besoin de financements pour développer les services publics et les infrastructures qui sont des conditions du développement industriel souverain. Ces crédits et investissements ne peuvent correspondre aux logiques coloniales en place aujourd’hui, qui se résument en termes d’infrastructures et en grossissant beaucoup le trait, à faire construire pour les besoins des groupes transnationaux à base européenne une voie de chemin de fer de la mine au port sans desservir les populations.

Ces dons, crédits et investissements doivent être délivrés avec des critères qui correspondent aux intérêts des peuples, et pas à la rentabilité du capital des pays impérialistes. Évidemment il y a une primauté aux peuples africains qui doivent prendre la tête de ce combat. Mais des luttes sont possibles en France : (1) dans les entreprises sur l’utilisation de l’argent et les politiques d’investissement des groupes, (2) sur les banques, au premier rang desquelles la BCE, pour des prêts avec des critères de développement

(3) sur les États, et notamment la France, pour débloquer des fonds d’aides réellement solidaires, sans arrière-pensée colonialiste, orientés en fonction des exigences des peuples, (4) sur les institutions internationales comme le FMI, pour la fin de la domination du dollar, instrument de la puissance yankee, et la création d’une monnaie commune mondiale comme le propose aujourd’hui la Chine et comme le défend le PCF depuis des décennies.

Pointer la responsabilité des grands groupes

L’impérialisme et les forces extérieures qui enfonce l’Afrique dans le sous-développement ont un objectif. Celui de la rentabilité du capital des grands groupes. Les dominations, y compris *via* l’appareil étatique, se font essentiellement à cette fin. Si les pays du continent sont à ce point sous-développés aujourd’hui, c’est qu’une politique extractive, souvent sur le modèle d’une économie de rente, est mise en place par les grands groupes qui structurent l’économie mondiale et la division internationale du travail. Ces groupes portent donc une lourde responsabilité dans la crise actuelle, comme dans la situation générale du continent. Il faut pointer leur responsabilité.

Il faut le faire avec l’objectif de changer leur politique. En affirmant d’abord que la plupart de ces grands groupes ont vocation à être mis sous contrôle démocratique dans leur pays d’origine, mais en pesant aussi concrètement et immédiatement sur leurs stratégies. Nous pouvons envisager de profiter de la crise pour mettre en cause la politique africaine des groupes français, cela servirait grandement les peuples africains, mais aussi les travailleurs français qui prendrait conscience que la paix, la solidarité, le développement dépendent de leur capacité à prendre le pouvoir dans leur entreprise. Cela fait partie d’une bataille qui avait été engagée par le PCF et les syndicats, sur la gestion des entreprises, et nécessite un rapport de force qui se construise aussi bien en Europe qu’en Afrique. Cela permet d’amorcer chez nous la question de la mise sous contrôle démocratique de l’économie, c’est donc une question politique, qui doit s’appuyer sur les forces du syndicat.

Un angle d’attaque peut être l’abandon par les groupes pharmaceutiques occidentaux des brevets sur les médicaments nécessaires en Afrique pour gérer l’épidémie. C’est une revendication immédiate, concrète, compréhensible par les salariés et la population, qui met le doigt sur le pouvoir des grands groupes et qui peut être ensuite poursuivie par d’autres revendications sur la gestion des entreprises.

Dénoncer le rôle de l’État français et du système CFA

Au premier rang des dominations néo-coloniales de l’État Français en Afrique, vient évidemment le franc CFA. Ce système de « servitude monétaire » a favorisé, aussi bien l’ancienne puissance coloniale qu’une frange que la bourgeoisie locale qui y a vu le moyen de transférer facilement ses fonds hors d’Afrique. Il encourage donc la corruption et le pire de la politique locale.

Le fameux *compte d'opérations* auquel les banques centrales de la zone CFA sont obligées de déposer 50 % de leurs réserves de change est voué à disparaître dans le projet ECO. Cependant, ce qui est intéressant avec ce compte, c'est qu'il était présenté comme la contrepartie de la *garantie de convertibilité*. C'est à dire que le franc CFA est arrimé à taux fixe au franc, lui-même arrimé à l'Euro, et que la France garantit cette convertibilité. C'est au prétexte de cette *garantie* que la France justifie son immixtion dans les affaires africaines, son contrôle sur la politique monétaire d'un large part du continent. L'exemple le plus frappant concerne probablement les fonctionnaires des États africains, qui vivent souvent des retards dans le paiement de leurs traitements, le temps que la France consente à une avance, avance limitée à 20 % des recettes budgétaires. Les défenseurs du système CFA assurent que ce contrôle permet la stabilité monétaire de la région, en empêchant l'inflation et en interdisant aux gouvernements locaux de faire tourner la planche à billets.

Il y a donc deux dimensions, au moins, à la critique du franc CFA. La première est un argument de souveraineté. L'indépendance politique, la souveraineté des États africains est incomplète tant que n'a pas cessé cette tutelle de l'ancienne puissance coloniale et son contrôle quotidien. Le second argument est économique. Le système CFA est un frein au développement des pays de la zone. Alors qu'ils ont tant besoin d'investir pour le développement des services publics et des infrastructures, le système CFA leur impose une politique austéritaire. Les peuples africains ont au contraire besoin que leurs banques centrales injectent en masse de l'argent dans l'économie, dans des investissements maîtrisés, correspondant à des critères de développement. En permettant à la France d'imposer des critères austéritaires et un rationnement du crédit, le franc CFA est censé rassurer les marchés internationaux et les inciter à prêter. Or cet endettement sur les marchés internationaux, d'une part reste largement insuffisant, d'autre part est associé à un contrôle des marchés sur les économies locales, et l'imposition du critère de rentabilité du capital. L'abolition du système CFA doit permettre un autre financement de l'économie, qui ne passe pas par les marchés financiers.

La contrainte exercée par le franc CFA s'est renforcée depuis la création de l'euro. L'euro, cette monnaie « forte », a été conçue pour être attractive pour les capitaux flottants. Elle offre en moyenne un taux d'intérêt élevé par rapport au taux de croissance de la majeure partie des membres de la zone. Cette monnaie est en permanence contrainte par les critères de rentabilité dans l'émission des crédits bancaires et par les politiques budgétaires et salariales restrictives. Bref, l'euro est taillé pour le capital international. Avec le taux de change fixe, le franc CFA permet d'ailleurs aux grands groupes de rapatrier leurs profits africains vers le Nord et les paradis fiscaux sans risque de change.

La BCE elle-même est fondée sur le modèle de la Bundesbank, et c'est elle qui détermine les politiques monétaires en Europe. Il est de plus en plus évident chaque jour que les critères du capital allemand et européen ne sont pas ceux qui correspondent aux intérêts des peuples africains. Ancrés à cet « euro

fort », les pays de la zone CFA se sont retrouvés enfermés dans une sorte de camisole de force leur imposant une inflation beaucoup trop faible pour des pays ayant à développer leurs énorme potentiels. C'est d'ailleurs le cas également des pays du Sud de la zone Euro.

Cet Euro fort les handicape à l'exportation vers d'autres débouchés que la zone euro et en particulier la France. Ce qui renforce leur dépendance politique et économique. Les contraintes de rentabilité imposées à ces pays rendent inopérant le seul avantage qu'ils auraient à tirer de cet arrimage : la possibilité d'importer à faible coût des produits provenant de l'extérieur de la zone euro. A cause du taux de change fixe, les pays de la zone ont été impuissants face à la détérioration des termes de l'échange. Le franc CFA a donc contribué à cantonner les pays de la zone à l'exportation de matières premières, en entravant la transformation sur place. Par là-même, le système CFA est une entrave au développement du commerce et de la coopération entre les pays de la zone.

Ajoutons que le régime de changes fixes est extrêmement vulnérable aux crises de change, et aux crises bancaires. Concernant les crises de change, l'épisode de 1994 et la dévaluation forcée de 50 % du CFA est restée dans toutes les mémoires comme un désastre social. Concernant les crises bancaires, l'histoire récente montre qu'elles ne sont pas à négliger.

Le projet d'ECO, monnaie unique de la CEDEAO qui pourrait remplacer le CFA dans les huit pays membres de l'UEMOA, reprend les critères austéritaires : déficit public en-dessous de 3 % du PIB, inflation limitée à 10 %, dette publique en-dessous de 70 % du PIB, qui rappelle immédiatement l'Union Européenne, l'euro et l'édification à marche forcée d'un marché unique selon les exigences du capital international. Le projet risque d'évoluer dans sa mise en œuvre avec la crise, mais d'évidence, dans l'état actuel des choses, il ne constitue pas une perspective d'émancipation des peuples.

Notre rôle en tant que communistes français est donc de dénoncer ce système organisé par l'État de notre pays. Et de formuler, aux côtés des peuples africains, et dans le respect de leurs souveraineté que nous voulons entière, des propositions.

Sortir de la servitude monétaire pour l'Afrique et le monde : exigence d'une monnaie commune mondiale

Le continent africain tout entier est soumis à une domination monétaire. Celle du dollar, monnaie de la majorité des échanges internationaux et instrument de la domination américaine. La fin du franc CFA ne sera pas vraiment la fin de la servitude monétaire pour les pays de la zone sans une remise en cause du dollar. Pour mettre fin à la domination monétaire de l'impérialisme états-unien, nous devons porter une proposition alternative, celle d'une monnaie commune mondiale, démocratiquement gérée.

Cette position, qui est ancienne chez nous, est défendue aujourd'hui par un allié de poids au FMI : la Chine. Dans la perspective d'un FMI entièrement démocratisé, qui aurait aboli le suffrage censitaire, les

Chinois proposent aujourd'hui de se servir des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI pour construire un nouvel instrument de réserves internationales qui pourrait devenir une véritable monnaie commune mondiale. Avec tous les pays du monde ayant voix au chapitre, cette monnaie commune pourrait devenir un instrument puissant de codéveloppement des peuples, et servir à des investissements stratégiques décidés au niveau mondial, renforçant le sentiment internationaliste et la coopération des peuples. Une monnaie commune régissant les principaux échanges internationaux serait également un immense facteur de paix, puisqu'elle rendrait impossible les guerres de change. Avec le soutien de la Chine, et malgré le droit de veto de fait des yankees au FMI, une position de la France en ce sens peut avoir un véritable poids.

En guise de conclusion, quelques propositions concrètes

– Exiger l'annulation pure et simple de la dette, y compris celle détenue par les investisseurs privés, et insister en même temps sur la nécessité pour le continent africain d'avoir accès immédiatement et bien après la crise, à des financements massifs et délivrés des exigences de rentabilité du capital. Financements qui peuvent prendre plusieurs formes : dons, crédits bancaires, fonds de solidarité abondés par les États

et les banques centrales, projet d'investissement subventionnés...

– Pointer la responsabilité des grands groupes. Pour donner une dimension concrète à cette revendication, elle pourrait partir d'un point précis, par exemple les brevets. Le sens de la revendication serait de montrer (1) la responsabilité du capital et des politiques induites par sa recherche du profit, (2) la capacité des salariés et des peuples d'y faire face en conquérant des droits sur la gestion des entreprises et en imposant des critères correspondants aux besoins des peuples.

– Peser sur l'État français pour (1) la suspension des règles d'austérité et de rationnement du crédit induite par le franc CFA, (2) la mise à bas de ce système une fois la crise finie

– Soutenir activement les pays qui pourraient demander aux côtés de la Chine, la création d'une monnaie commune mondiale fondée sur les DTS. Dans cette crise, mettre en avant le potentiel d'une telle monnaie au moment où (1) il y a un besoin énorme de solidarité internationale, ce que la monnaie commune gérée par l'ensemble des pays faciliterait (2) une guerre économique en cours, menée par les USA, contre la Chine, mais aussi le Venezuela et Cuba, guerre dans laquelle la domination du dollar est une arme majeure, dont nous proposons de priver les USA. ■

Les retraites : un bras de fer avec le capital*

Ce livre s'inscrit dans une bataille historique contre la contre-réforme Macron de démantèlement de notre modèle social, et pour construire un nouvel âge des retraites et une nouvelle civilisation. Les auteurs dans leur diversité (spécialistes de la protection sociale, économistes, militants syndicaux, politiques, ou associatifs), donnent des arguments pour dénoncer l'arnaque et la dangerosité du projet Macron et son acharnement à construire une société hyper libérale. Ce livre contient notamment une analyse précise du projet de loi, tel que le gouvernement l'a adressé à l'assemblée nationale fin janvier 2020. En même temps, cet ouvrage contribue à faire monter le débat sur des propositions alternatives. Il met en son cœur la bataille du financement : une cotisation sur les revenus financiers, un développement des cotisations sociales avec une modulation du taux de cotisation, en liaison avec le développement de l'emploi et des salaires.

En appui à la formidable mobilisation populaire, il veut contribuer à un front d'action des forces populaires et progressistes en faisant monter les convergences pour une autre réforme cohérente et au niveau des défis actuels. La bataille continue.



* Frédéric Boccara, Denis Durand, Catherine Mills, (coord.), *Retraites : le bras de fer contre le capital*, Éditions Delga, coll. « Actualité », avec les contributions de Paul Boccara, Gisèle Cailloux, Jean-Marc Canon, Pierre Yves Chanu, Betty Charnière, Sylvian Chicote, Léon Deffontaines, Sylvie Durand, Kevin Guillas-Cavan, Anaïs Henneguette, Dorian Mellot, Roland Perrier, Frédéric Rauch, Jacques Rigaudiat, Benoît Teste, 17 €.

[Bon de commande p. 55-56]